



## **REVUE DE PRESSE DU 14/02/2017**

- 1- La facture d'importation des huiles alimentaires (huiles de soja brute, de tournesol, de carthame brute...) a augmenté à 579,4 millions de dollars en 2016 contre 521 millions de dollars en 2015, a appris l'APS auprès des Douanes. Quant aux quantités importées, elles ont aussi augmenté en s'établissant à 761.528 tonnes (t) contre 688.540 t, précise le Centre national de l'information et des statistiques des douanes (Cnis). Ainsi, la facture a grimpé de 11,22 % tandis que les quantités importées ont augmenté de 10,6 %.
  
- 2- La Banque africaine de développement (BAD) a approuvé le financement du projet de la Dorsale transsaharienne à fibre optique (DST) devant interconnecter l'Algérie, le Niger, le Nigeria et le Tchad a déclaré, hier à Alger, le représentant de l'Institution en Algérie, Boubacar Sidiki Traore. «Le Projet doit interconnecter, dans sa première phase l'Algérie, le Niger, le Nigeria et le Tchad, et la phase suivante de la DTS concernera les interconnexions à fibre optique de l'Algérie, du Mali et du Niger», a précisé Sidiki Traore.
  
- 3- Sous le haut patronage du président de la République, M. Abdelaziz Bouteflika, une conférence africaine sur la gouvernance de l'internet, a été organisée hier à Alger en présence de la ministre de la Poste et des Technologies de l'Information et de la Communication (MPTIC), Imane-Houda Faraoune et de plusieurs de ses homologues africains. Vingt-quatre pays africains, dont dix-sept ministres du secteur, des représentants d'institutions continentales à l'image de la Banque africaine de développement (BAD), l'Union internationale des télécommunications (UIT) et l'Union africaine (UA), ainsi que d'experts dans le domaine de la gouvernance de l'internet prennent part à cette rencontre.
  
- 4- Selon Adel Bensaci, président du cluster mécanique de précision, les véhicules assemblés en Algérie coûtent plus chers que ceux importés, et pour que l'activité soit vraiment rentable pour notre pays, le taux d'intégration doit dépasser les 40 %. Adel Bensaci a expliqué, lors de son intervention au forum d'El Moudjahid, que le montage en SDK ne peut être rentable que si on atteint un taux d'intégration de 40 %, sinon il serait plus rentable d'importer ces véhicules que de les monter en Algérie.



- 5- La nouvelle aérogare d'Alger et la ligne ferroviaire qui devrait la relier à Bab Ezzouar seront réceptionnées en juillet 2018, tandis que l'extension du métro à partir d'El Harrach à cet aéroport sera fin prête en début 2020, a indiqué lundi le ministre des Travaux publics et des transports, Boudjmaa Talai. Selon lui, le coût global de cette nouvelle zone du terminal passager est estimé à 74 milliards de DA et s'étale sur une superficie de 20 hectares. Selon le Ministre, le financement de ce méga projet sera assuré par l'Entreprise de gestion des aéroports d'Alger à hauteur de 45 milliards de DA tandis que le reste sera financé par le Trésor public.
  
- 6- En déplacement, hier, à l'aéroport international Houari-Boumediene, le ministre des Transports et des Travaux publics, Boudjema Talai, a animé une conférence de presse lors de laquelle il a répondu aux questions qui ont agité l'opinion publique s'agissant de son secteur. Au sujet du limogeage de l'actuel P.-dg d'Air Algérie, Mohamed Abdou Bouderbala, le ministre a botté en touche, refusant d'infirmer ou de confirmer l'information rapportée aujourd'hui par plusieurs médias.
  
- 7- La rencontre tripartite qui doit réunir les membres du gouvernement, les dirigeants de l'UGTA, les responsables des organisations patronales, devrait se tenir à la fin de ce mois de février, avons-nous appris de sources concordantes. Intervenant dans un contexte politique et social difficile, la réunion de la tripartite, s'annonce des plus chaudes. Ce n'est pas par hasard d'ailleurs que le calendrier intervienne à quelques semaines des élections législatives.
  
- 8- La wilaya de Djelfa arrive en tête du classement en termes de nombre de décès par accidents de la route survenus avec un bilan de 149 morts en 2016, alors que la première place par nombre d'accidents est durant la même période est revenue à Alger, selon les bilans présentés lundi par le Centre national de prévention et de sécurité routières.



## **A Lire : Les dix solutions pour maintenir les réserves de change à 100 milliards de dollars**

L'Algérie a un répit seulement de trois ans pour changer de cap et éviter de vives tensions sociales horizon 2018-2020. Alors que faire pour maintenir les 100 milliards de dollars, qui tiennent la valeur du dinar car à 10/20 milliards de réserves de change, la cotation officielle du dinar serait à plus de 200 dinars un dollar ? Pourra-t-on comme annoncé avoir seulement une sortie de devises de 22 milliards de dollars entre 2017-2018 soit annuellement 7 milliards de dollars ? Comment compresser les rubriques importation de biens et services, dynamiser les rentrées annuelles de Sonatrach qui dépendront à la fois de la forte consommation inférieure, de la concurrence internationale et des cours futurs, dont l'Algérie n'a aucune emprise ?

**1-**La première solution, est une nouvelle gouvernance centrale et locale, une moralisation de la vie politique, sociale et économique, la lutte contre la corruption, l'évasion fiscale pour un sacrifice partagée, et une réelle décentralisation autour de pôles régionaux dynamisant l'entreprise et l'économie de la connaissance.

**2-**La deuxième condition de la réhabilitation du travail source de la richesse de toute Nation, évitant cette distribution de revenus sans contreparties productives; évitant ces emplois fictifs pour une paix sociale éphémère, que voile le taux de chômage officiel.

**3-** La troisième solution, est l'amélioration du climat des affaires, la débureaucratiation de la société, la réforme du système financier, socio-éducatif, et l'épineux problème du foncier.

**4-**La quatrième solution, est que tout projet doit être pensé par rapport aux normes coût/qualité/concurrence, donc selon les normes internationales par une lutte contre les surcoûts qui ont pris de proportions exorbitantes parfois 20/30% et donc d'avoir une vision stratégique au sein de filière internationalisées.

**5-**La cinquième solution, est pour le développement pour les projets structurants notamment dans les infrastructures de la technique du Build, Operate and Transfer( BOT) ce qui allégerait à court terme les tensions au niveau du budget devises de l'Etat mais en étant conscient qu'à terme, il y aura transferts des profits. Rappelons que la technique du BOT repose principalement sur le modèle du « project financing/project finance » qui est en substance une technique de financement où les prêteurs acceptent de financer un projet en se basant uniquement sur sa rentabilité et sa valeur propres. En pratique, le remboursement du prêt dépend principalement du cash-flow généré par le projet lui-même, de sorte que la capacité du projet à générer des revenus qui serviront au remboursement du prêt constitue la pierre angulaire du project financing.

**6-** La sixième solution, est l'assouplissement de la règle des 49/51%( bilan mitigé à ce jour) pour les segments non stratégiques, devant définir avec précision ce qui est stratégique et ce qui ne l'est pas, où l'Algérie supporte tous les surcoûts sans que souvent le partenaire étranger ne partage les risques, remplacé par une minorité de blocage.



**7-**La septième solution, est une exportation plus accrue des hydrocarbures, dont le prix dépend de facteurs externes échappant totalement à l'Algérie et à l'attention aux faux calculs comme ceux effectués par le Venezuela qui est au bord de la faillite. Les recettes de Sonatrach à un cours de 60 dollars le baril, la majorité des contrats de gaz dont le prix lui est indexé à long terme expirant entre 2018/2019 sont évaluées à 34 milliards de dollars, déduction des charges de 20%, donnant un profit net de 27 milliards de dollars qui s'ajoutent aux réserves de change actuelles.

A 50 dollars le profit net est de 21 milliards de dollars et à 40 dollars le profit de 15/16 milliards de dollars. Entre 2016/2020, il est utopique de compter sur les exportations hors hydrocarbures (la maturation et la rentabilité tout projet mis en œuvre en 2016, mettant au minimum en Algérie 4/5 ans au vu des contraintes bureaucratiques) dont les mines (voir nos différentes contributions, investissement lourd et entrée de devises faibles). Le cours du pétrole le 01 septembre 2016 est coté à 46,37 le Brent et 44,12 le Wit contrairement aux supputations hasardeuses de certains experts induisant en erreur le gouvernement, saura surmonter la crise actuelle.

**8-** La huitième solution, est un arbitrage est nécessaire entre la satisfaction du marché intérieur et les exportations posant la problématique des subventions généralisées source de gaspillages et d'injustice sociale alors qu'elles doivent être ciblées. L'Algérie risque d'être un importateur net de pétrole horizon 2020/2015, devant miser sur le gaz et surtout sa transformation, dans le cadre d'un partenariat gagnant/gagnant.

**9-** La neuvième solution, que j'ai préconisée au gouvernement depuis deux ans, est l'endettement extérieur ciblé à long terme mais uniquement pour les segments à avantages concurrentiels de 30/50 milliards de dollars entre 2017/2020 afin de maintenir le niveau des réserves à 100 milliards de dollars, sinon les prévisions de 60 milliards de dollars de la banque mondiale qui ont été établies, selon mes informations à Washington, à partir des données 2014/2016 de la banque d'Algérie, horizon 2018 sont réalistes.

**10-** La dixième solution, la plus sûre est d'avoir une vision stratégique, loin de tout replâtrage, les tactiques pour paraphraser les experts militaires, devant s'insérer au sein d'une fonction objectif stratégique ce qui fait cruellement défaut actuellement, comme l'a instruit le président de la république, c'est d'aller vers de profondes réformes structurelles sans lesquelles, l'on ne pourra pas faire émerger une économie diversifiée.

Sans réformes, au-delà de 2020, même avec un endettement extérieur comme solution, il sera impossible de maintenir le niveau des réserves au vu de la situation économique fin 2016. Au vu des statistiques douanières 2016, les importations de biens /services et les transferts légaux, les sorties de devises ont été de plus de 75 milliards de dollars en 2014, plus de 63/65 milliards de dollars en 2015 et approcheront les 60 milliards de dollars en 2016. En résumé, l'Algérie du fait de ses potentialités avec une nouvelle politique économique peut surmonter la crise. Car toute récession économique aurait des incidences sociales et politiques internes mais également déstabilisatrices géostratégiques au niveau de la région méditerranéenne et africaine. Il y va de la sécurité nationale.

**-FIN-**